

Impact de la récession que vit le Centre de Développement Intégral Bwamanda sur ses domaines d'interventions sociales auprès de la population du Sud-Ubangi, RDC

[Impact of the recession experienced by the Center for Integral Development Bwamanda on its areas of social intervention with the population of Sud-Ubangi, DRC]

Roger Nzapakembi Kwando

Licencié en Gestion des Entreprises et organisation du travail, Université de Kinshasa, RD Congo

Copyright © 2022 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the **Creative Commons Attribution License**, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: The Bwamanda Integral Development Center (CDI-Bwamanda), Asbl-Ongd has experienced recessions which have had direct or indirect repercussions on the development of the rural population of this region (North Ecuador). This study will highlight the actions of CDI-Bwamanda since its creation until 2010 and the current reality experienced by the population which shows the decline in living standards and poverty since 2011, when the recession began. The results of this study allow the politico-administrative authorities, both national and provincial, Full Members and Administrators of CDI-Bwamanda to tackle this problem head-on and to provide substantial support to the unique development institution of this region.

KEYWORDS: Impact, recession, development social intervention, population.

RESUME: Le Centre de Développement Intégral Bwamanda (CDI-Bwamanda), Asbl-Ongd a connu des récessions qui ont eu des répercussions directes ou indirectes sur le développement de la population rurale de cette contrée (Nord-Equateur). Cette étude mettra en relief les actions du CDI-Bwamanda depuis sa création jusque 2010 et la réalité actuelle vécue par la population qui montre la régression du niveau de vie et la pauvreté de celle-ci depuis 2011 année du début de la récession. Les résultats de cette étude permettent aux autorités politico-administratives tant nationales que provinciales, aux Membres Effectifs et Administrateurs du CDI-Bwamanda de prendre à bras le corps ce problème et d'apporter un appui conséquent à l'unique institution de développement de cette contrée.

MOTS-CLEFS: Impact, récession, développement intervention sociale, population.

1 INTRODUCTION

A partir de la 2^{ème} guerre mondiale, à côté des Agences des Nations-Unies et de la Croix-Rouge Internationale, se créent de nombreuses organisations privées. Elles se consacrent d'abord à l'aide en Europe, puis progressivement à la lutte contre le sous-développement. C'est aux USA qu'apparaissent dès la guerre de 1939-1945 les premières Associations humanitaires privées, que l'on qualifiera plus tard de non gouvernementales (ONGs), par opposition aux organisations intergouvernementales de l'ONU. Le terrain est alors dominé par les organisations religieuses : le Catholic Relief Service (CRS), le Church World Service celle des protestants. Chez les laïcs se distinguent l'International Rescue Committee (IRC), la Coopération for American Remittance to Europe (CARE), le World Vision, l'Oxford Famine Relief Committee (OXFAM) ...

Dans un premier temps, ces agences, surtout les organisations américaines interviennent dans cette Europe ravagée par la 2^{ème} guerre mondiale. Mais la situation s'améliorant progressivement, elles vont se tourner vers un autre objectif: l'aide à long

terme en faveur du développement. La plupart des organisations se concentrent sur un travail de fond dans les pays du tiers monde.

Les ONGs sont nées pour combler un vide, ou pour porter assistance aux victimes des catastrophes naturelles et des conflits armés partout dans le monde, or on constate qu'elles sont de plus en plus nécessaires.

Aujourd'hui personne ne conteste plus le fait que les ONGs sont devenues des partenaires privilégiés des Etats et des Organisations Internationales pour la mise en œuvre des projets et programmes environnementaux sur le terrain, il n'en a pas toujours été ainsi. Peu de textes reconnaissent les ONGs en tant que tel. Ce n'est que de manière indirecte et accessoire ou à travers des expressions générales que leur contribution pouvait être déduite.

La création des ONGs en RDC entre dans la logique des stratégies nées de l'échec de plusieurs plans de développement tant conçus par les organisations internationales telles celles des Nations-Unies (PNUD, FAO, UNESCO...) que nationales (les différents programmes de reconstruction du pays, le DSCR...). C'est pourquoi se sont développées d'autres structures qui tentent de recentrer le travail autour de la participation des populations à l'analyse de leurs besoins réels en vue de rechercher avec elles des solutions appropriées.

Bahati (2005), a mené une étude pour connaître l'impact des ONGs dans la conservation durable du Parc National de Virunga. Il constate par exemple que l'espèce des hippopotames qui était estimé à 29 000 têtes en 1974, passe à 11 000 en 1984, à 1300 en 2003 et à moins de 1000 en 2005. Devant cette incapacité du gouvernement Congolais de protéger ce patrimoine mondial, et bien plus, la protection de l'environnement est considérée comme une préoccupation majeure non seulement de l'Etat, mais aussi de l'ensemble de la société civile constituée notamment des ONGs et des populations locales; les patrouilles sont motivées et appuyées par le projet United Nations Fund (UNF/UNESCO). D'autre part, dans les villages autour de parc, l'éducation écologique pour la protection du parc est assurée par le projet Worldwide Fund for Nature (WWF) avec des micros projets des plantations d'arbres et l'élevage du petit bétail. Ainsi, la population de la contrée estime qu'elle est satisfaite des avantages que la présence de ces ONGs leur procure. Il conclue en disant que plus de 87,5% des ONGs qui interviennent pour la protection du Parc National de Virunga sont des ONGs internationales.

A l'époque coloniale, les églises missionnaires Catholiques et Protestantes se sont occupées du développement de la population et ont posé des actions caritatives en faveur des plus démunis. On a assisté à la création des écoles, des hôpitaux, des foyers sociaux. Avec l'indépendance, certaines structures tant confessionnelles qu'indépendantes ont été créées. Dans les années 1980, on a assisté au développement du mouvement ONG avec la prolifération des programmes ou des projets de développement dans différents domaines de la vie: la production, la commercialisation, l'agriculture, l'élevage, les routes de desserte agricoles, les infrastructures (écoles, hôpitaux, dispensaires...), éducation, santé, hydraulique rurale, environnement... avec comme finalité de travailler pour l'autopromotion des communautés de base et pour la simple raison que les dirigeants des pays du tiers monde sont incapables de maîtriser la situation sociale de leur population.

C'est dans ce contexte que va naître le CDI-Bwamanda une ONGD créée à Bwamanda en 1969.

Bwamanda est une mission catholique créée par les Pères Capucins en 1962 et qui a donné son cadre à l'Association.

Par l'ordonnance n°72/61 du 21/02/1972, il a acquis le statut d'une Association Sans But Lucratif avec comme but d'assurer aux paysans un revenu juste permettant de réaliser un meilleur bien être notamment: la nutrition, les soins de santé, l'hygiène, l'habitat, l'éducation...

A ses débuts le CDI-Bwamanda visait le développement de la région de Bwamanda, mais très vite, le projet prendra de l'extension dans toute la province du Sud-Ubangi (Gemena, Kuma, Bokilio, Libenge, Mawuya) celle du Nord-Ubangi (Businga, Yakoma, Wapinda, Abumombazi) et de la Mongala (Yandongi et Bumba), la capitale Kinshasa et la région de Mateko et lolo dans le Bandundu.

Etant une Association essentiellement paysanne, c'est au niveau de la communauté rurale que se mène l'ensemble de ses activités.

Comme l'affirme Malumbe (2012), qu'en RDC malgré la prolifération des ONGs, leurs actions contribuent faiblement au développement socio-économique de la population du milieu de leur implantation, pour plusieurs raisons: les associations dépendent pour la plupart et à 99% des financements extérieurs; le détournement des fonds par les acteurs ou mieux par les initiateurs de ces projets; aspect caritatif de plusieurs actions mises en œuvre; la passivité et la dépendance de la population de l'assistance sociale; la faible participation de la population dans l'identification des actions de développement; la faible implication de l'Etat dans les actions de développement.

Le CDI-Bwamanda connaît une récession sans précédent et, ceci impacte négativement sur le développement socio-économique de la population paysanne du Nord-Equateur en Général et de la province du Sud-Ubangi en particulier.

2 MÉTHODOLOGIE

Pour mener à bien cette recherche, nous avons utilisé la méthode documentaire appuyée par l'observation participante. Selon KUYUNSA BIDUM et SHOMBA KINYAMBA, cités par BALENGA BIATA (2000), la méthode documentaire est celle qui met en présence le chercheur d'une part et les documents supposés contenir les informations recherchées d'autre part.

L'Association Française des Documentalistes et des Bibliothécaires Spécialisés distingue deux catégories de documents: Les documents textuels ou écrits et Les documents non textuels ou non écrits.

Une deuxième classification des documents peut être faite; du point de vue originalité: les documents primaires, les documents secondaires, les documents tertiaires.

Du point de vue source: R. QUIVY et L. Van CAMPENHOUDT (1995) parlent des sources officielles, privées, personnelles ou émanant d'un organisme.

Pour ce qui est de notre travail, nous utilisons des documents primaires, de source officielle, mais confidentielle: les statuts, les rapports, les P.V. et comptes rendus des réunions...

3 ETAT DE LIEUX

Nous présentons cet état de lieux en deux volets:

3.1 DE LA CRÉATION À 2010 (AVANT LA RÉCESSION DE 2011)

3.1.1 DOMAINE AGRICOLE

En 1971, un projet agricole a été lancé par la culture du soja, plus tard du maïs, de l'arachide modèle GLV, et l'accompagnement de la population dans la culture du café.

Le domaine agricole était subdivisé en 4 services bien distincts:

- a. Le service agricole: il s'occupait de la multiplication des semences, qui seront ensuite distribuées gratuitement à la population paysanne.
- b. Le service usinage ou de production: il s'occupait des achats des produits agricoles des paysans, du traitement, de la transformation et de la commercialisation qui se faisait localement ou évacués à Kinshasa par sa propre flotte de 3 bateaux et l'exportation du café sur le marché du commerce équitable, Max Avelaar.

Les achats étaient organisés en trois campagnes:

- La campagne du maïs et soja commençait entre août et septembre et finissait en octobre ou novembre;
- La campagne du café cerise commençait en novembre et finissait en janvier;
- La campagne du café baie sèche commençait en février et finissait en mai.

Ces différentes campagnes absorbaient la main d'œuvre et donnaient des revenus aux paysans pour subvenir à leurs besoins vitaux (paiement des soins de santé, paiement de la scolarité de leurs enfants...)

- c. Le service de développement rural: le service servait de pont entre les différents projets du CDI-Bwamanda et la population paysanne et présente leur besoin au CDI-Bwamanda. Il appuyait, formait et informait les paysans à travers leurs Associations et organisations paysannes. Généralement, les villageois déterminaient eux-mêmes les thèmes d'accompagnement. Il est à noter que c'est grâce aux activités du CDI-Bwamanda à travers ce domaine qu'en 2011 la population s'était dotée d'une nouvelle variété de café: le trachéorésistant après avoir assisté impuissant à la destruction complète de sa plantation caféière par la trachéomycose.
- d. Le service élevage: le CDI-Bwamanda encadrait les paysans pour créer leurs étangs piscicoles et produisait également les aliments des bétails à Kinshasa et à Bwamanda pour l'élevage des poussins, des poulets de chair, des pondeuses et porcs afin de faciliter l'élevage de la population à Kinshasa et dans toute la partie Nord Equateur. Cela permettait à la population d'avoir de la viande à la portée de main et à un prix raisonnable.

Le surplus de ces produits (poulets et œufs) était exporté en Centrafrique (Bangui).

3.1.2 DOMAINE TECHNIQUE

Le domaine technique était subdivisé en plusieurs services, mais nous ne parlons que de ceux qui touchent directement la population :

- a. Le service construction: le service visait deux objectifs:
 - Construire: la construction de toutes les maisons d’habitation du personnel du CDI-Bwamanda disséminé dans toute la région du Nord-Equateur; la construction des hôpitaux sous gestion CDI-Bwamanda: Bwamanda, Boto, Businga, Yakoma, Wapinda, ... et la construction des Centres de santé.
 - Maintenir les maisons à l’état: dans ce sens, le CDI-Bwamanda a recruté des menuisiers, des maçons, des plombiers et des électriciens.
- b. Le service hydraulique rurale: à travers ce service, le CDI-Bwamanda avait foré 450 puits, et a capté plusieurs sources d’eau, et remis à l’état ces pompes toutes les fois qu’elles tombaient en panne. Dans les années 2000 le CDI-Bwamanda a remplacé les pompes DUBA résistantes, robustes, mais moins utilisables et difficilement réparable par les pompes INDIA, souples, moins résistants et facilement réparables même par les villageois eux-mêmes.
- c. Le service entretien des routes: le développement intégral d’une contrée ne passe pas outre le désenclavement des villages. C’est alors que le CDI-Bwamanda s’occupait grandement de la réfection des routes des dessertes agricoles et compte plus de 800 kms de tronçons réfectionnés à travers des projets: FED; PAR II de l’Union Européenne. Ainsi, il a pu réfectionné des routes nationales et de dessertes agricoles dans le Nord-Equateur et dans le Bandundu pour faciliter le désenclavement des milieux ruraux et le transport des produits agricoles vers les centres villes et ports.

3.1.3 DOMAINE DE L’ÉDUCATION

Le CDI-Bwamanda avec le soutien de la Coopération Belge au Développement avait créé quelques écoles propres qu’il appuyait totalement et appuyait une vingtaine d’écoles et 2 écoles d’alphabétisation dans le diocèse de Molegbe et dans les centres où CDI est implanté par la réhabilitation des bâtiments scolaires et administratifs, par des équipements en bancs, tables et chaises, par des livres scolaires et des ouvrages, avec la construction des latrines pour les élèves et diverses réparations.

Dans les écoles à Bwamanda, les élèves étudiaient chaque soir avant de dormir.

L’Institut Tambwisa était une école créée par le CDI-Bwamanda en vue de former lui-même ses mécaniciens et électriciens, les élèves recevaient une bourse, les enseignants étaient tous des salariés au CDI-Bwamanda.

L’Ecole privée CDI-Bwamanda; l’Institut Technique Médical Bikisa étaient dans la même condition que Tambwisa.

3.1.4 DOMAINE DE LA SANTÉ

Nous subdivisons ce domaine en quatre sous domaines:

- a. Les zones de santé: Le CDI-Bwamanda a géré en partenariat avec l’Etat Congolais 7 zones de santé; 7 hôpitaux et 106 centres de santé, ainsi que 5 centres de santé hors zones.
- b. Le CDI-Bwamanda avec l’appui de MEMISA-Belgique a géré la Coordination de la zone V du Nord-est de l’Equateur pour la lutte contre la Trypanosomiase Humaine Africaine (THA) communément appelée Maladie du sommeil.
- c. Le CDI-Bwamanda a piloté le projet de la lutte contre le Paludisme, le VIH-SIDA, projet financé par le Fonds Mondial et qui a comme récipiendaire SANRU pour le Paludisme et CORDAID pour le VIH-SIDA dans les provinces du Sud-Ubangi, Mongala et Equateur.
- d. Le CDI-Bwamanda a mis en place un système de mutuelle de santé initiée dans la zone de santé de Bwamanda pour rendre les soins de santé plus accessibles à la population il y a plus de 30 ans, un système qui a été copié par plusieurs zones de santé du pays et par quelques pays voisins (Rwanda).

3.2 DE 2011 À NOS JOURS (DEPUIS LA RÉCESSION DE 2011)

3.2.1 DOMAINE AGRICOLE

Les services sont réunis dans un seul appelé service agricole.

- a. Le service agricole: le service n'existe plus comme chargé de la multiplication des semences, par ailleurs les semences ne sont plus gratuites. Le site qui était jadis réservé à la multiplication des semences ne fait plus qu'exploiter les quelques 25 ha de la palmeraie qui, dans 5 ou 10 ans sera hors de portée des coupeurs.
- b. Le service usinage ou de production: seule la campagne de maïs est organisée et de façon ponctuelle, et si elle se fait, elle n'atteint pas le plus grand nombre de la population faute des routes de desserte agricole en mauvais état.
- c. Le service de développement rural n'existe plus, donc il n'y a plus de trait d'union entre la population paysanne et le CDI-Bwamanda. Selon le besoin, quelques animateurs sont recrutés pour une durée déterminée et pour un aspect précis de développement. Dans la plupart des cas, la production de la population a baissé faute d'accompagnement et d'acheteur. Ceux qui ont dû refaire leur caféière avec la variété du trachéorésistant sont restés sans accompagnement et sans acheteur, car le CDI-Bwamanda est déjà exclu du marché du commerce équitable le Max Avelaar.
- d. Le service élevage a disparu avec les différentes rebellions qui ont commencées en 1996, au passage des militaires gouvernementaux comme des rebelles qui n'avaient comme butins de guerre que ces poulets. Au moins depuis le mois de juillet 2018, un bailleur a dû financer la relance de l'élevage dans le centre de Bwamanda avec l'apport de 2000 poussins qui sont élevés en poulets de chair. L'expérience étant bonne, le CDI-Bwamanda a renouvelé l'élevage des poulets de chair cette année 2019.

3.2.2 DOMAINE TECHNIQUE

- a. Le service construction: ce service n'existe plus car tout son personnel a été assaini en 2013 pour des raisons économiques. S'il faut construire, ou réfectionner un centre de santé, le CDI-Bwamanda recourt à des expertises externes; les occupants des maisons eux-mêmes réhabilitent leurs maisons avec comme conséquences: l'utilisation des matériaux inadaptés; l'utilisation des maçons, des menuisiers, des plombiers et électriciens inexpérimentés du fait qu'ils ne facturent pas cher. Après cela des maisons et écoles tombent en ruine et des tôles emportées et les maisons restent plusieurs jours, plusieurs mois sans être remis à l'état, ce sera madame la pluie qui se charge du reste.
- b. Le service hydraulique rural: le service n'existe plus car son personnel a été assaini en 2013 pour des raisons économiques; ainsi, plus de forage de pompe pour la population sur fonds propre. Aussi, les Ongs mallettes forent des puits manuellement sur des nappes d'eau non potable dans des villages. L'essentiel pour eux est, d'installer une pompe. Les pompes installées par le CDI-Bwamanda commencent à disparaître faute d'entretien, car n'ayant plus un personnel disponible dans ce secteur.
- c. Le service entretien des routes: aujourd'hui le CDI-Bwamanda n'a plus les moyens financiers et humains nécessaires pour continuer à maintenir en état les routes, ainsi toutes les routes de dessertes agricoles sont dans un état de dégradation très avancée. Ce qui a joué négativement sur l'économie et sur la population elle-même, et cela s'explique par le fait que certaines contrées dans les secteurs de Mbari, de Bowase et de Lua sont complètement enclavés et ne sont plus accessibles par les véhicules pouvant évacuer les produits agricoles. Les paysans gardent leurs productions en attendant les courageux utilisant des bicyclettes pour braver ces états de route et les leur acheter à vil prix. La circulation sur les marchés hebdomadaires tel: Isabe, Bobito, Bozene, Boyazala par les petits détaillants n'est plus mouvementée comme par le passé, car le voyage par véhicules sont impossibles et pénibles, seuls les motocyclistes et les cyclistes peuvent y accéder avec beaucoup de risque d'accidents. Le CDI-Bwamanda pour ses achats ponctuels ne peut plus atteindre sa prévision, faute d'atteinte des agriculteurs, l'état de route fait défaut.

Pour atteindre les ports les plus proches: Mogalo, Boto et Dongo, la population paye très cher, car le véhicule peut ou ne pas arriver et s'il arrivait ce sera après quelques heures ou quelques jours d'embourbement. La population de Bobito pour aller à Zongo (la ville en face de Bangui) passe par Gemena une distance de 331 kms au lieu de passer par Longozia une distance de 285kms, car Bobito-Tandala-Longozia-Mbari est quasi-impraticable.

3.2.3 DOMAINE DE L'ÉDUCATION

Sans soutien extérieur, le CDI-Bwamanda ne paye plus le salaire au personnel des écoles qu'il avait créées, ainsi, ce personnel ne vit désormais que des motivations des parents et/ou du salaire de l'Etat, il n'appuie plus en manuels, en bancs, etc.; et a peu à peu cédé ses écoles à l'Eglise Catholique.

Les élèves chaque soir étudiaient 1h30' avant de dormir, mais aujourd'hui il n'y a plus d'électricité dans tous les centres du CDI-Bwamanda. Le CDI-Bwamanda n'appuie plus des écoles comme par le passé, s'il arrache un projet allant dans ce sens, il n'a plus les mains libres pour en disposer, le bailleur lui-même précise les critères et les contrées dans lesquelles s'exécuteront ces projets. Le CDI-Bwamanda n'a aucun pouvoir pour affecter un montant quelconque du projet dans un autre secteur même si celui-ci a un besoin pressant.

L'Institut Technique Médical Bikisa est l'unique Institut encore sous supervision du CDI-Bwamanda, la raison est simple, il est rattaché à la zone de santé Bwamanda et parvient à se prendre en charge sur le plan financier et social.

3.2.4 DOMAINE DE LA SANTÉ

C'est le seul domaine encore visible et qui est appuyé tant soi peu à travers les projets pilotés par le CDI.

- a. Après 2013, il y a eu scission du CDI-Bwamanda, la partie Nord et Mongala est devenue ADINE (Action pour le Développement Intégral du Nord Equateur), le CDI-Bwamanda est resté au Sud Ubangi avec 3 zones de santé (Bwamanda, Boto et Mawuya) et 3 centres de santé hors zones (Bokilio, Bobito et Gemena), ces structures vivent comme des électrons libres: pas de contrôle (administratif et financier), pas d'accompagnement ou très peu par le Conseil Médical (Coordination Médicale).
- b. Tout le personnel de la Coordination de la THA, a été assaini, donc il ne dépend plus du CDI-Bwamanda, mais directement de sa Direction.
- c. Aujourd'hui le CDI-Bwamanda pilote le projet financé par le Fonds Mondial pour la lutte contre le Paludisme, le VIH-SIDA et la Tuberculose, dans la province du Sud-Ubangi et Mongala.
- d. La mutuelle de santé est en perte de vitesse par rapport aux années passées, la campagne passée est l'une des rares campagnes où la mutuelle n'a pas affilié beaucoup de membres.

4 LES CAUSES EXTERNES ET INTERNES DE CETTE RECESSION

4.1 LES CAUSES EXTERNES

- a. La chute du cours de robusta en 1987.
- b. Le contentieux Belgo-Zaïrois de 1990: le CDI-Bwamanda est une initiative purement Belge, ainsi, en 1990 quand la coopération entre la Belgique et le Zaïre fut suspendue, le CDI-Bwamanda a assisté au départ précipité d'une cinquantaines de coopérants Belges. Avec leurs expertises et leurs moyens financiers.
- c. L'isolement de la région de l'Equateur suite aux différentes guerres (rebellions) commencées en 1996. Outre le pillage de ses biens, l'extorsion de ses véhicules et autres biens par les militaires; l'approvisionnement du CDI-Bwamanda en biens de premières nécessités et médicaments qui venaient de Kinshasa étaient quasiment impossible, les médicaments devaient transiter par la Centrafrique; l'évacuation de ses produits agricoles pour le marché de Kinshasa et le marché international était difficile.
- d. Le décès du fondateur du projet (Association) en 2007: seul cet expatrié négociait les projets en Europe pour que le CDI-Bwamanda les exécute au Congo.
- e. La crise économique mondiale de 2008 a diminué l'appui des partenaires Belges.
- f. En 2012, la relation entre le CDI-Bwamanda/Congo et le CDI-Bwamanda/Belgique avait pris un coup dur, ainsi, le Conseil d'Administration du CDI-Bwamanda/Belgique a décidé carrément de rompre tout partenariat avec le CDI-Bwamanda/Congo, ceci a donné naissance à 3 Ongds distinctes: le CDI-Bwamanda avec les centres du Sud Ubangi: Gemena, Bwamanda, Bobito, Bokilio, Mawuya, la zone de santé Boto, le centre de Kinshasa, et la région de Mateko et Iolo dans la Bandundu. Action pour le Développement Intégral du Nord Equateur (ADINE) avec les centres du Nord Ubangi et Mongala: Businga, Yakoma, Wapinda, Abumombazi, Yandongi et Bumba et CONGODORPEN celui de la Belgique.

4.2 LES CAUSES INTERNES

- a. L'effectif pléthorique du personnel du CDI-Bwamanda suite à la mauvaise politique de gestion des contrats du personnel: tout contrat donné, surtout pour une durée déterminée par rapport à un projet donné ne prend jamais fin. La personne reste et ceci pour tous les projets et dans tous les centres à telle enseigne qu'au fil des ans le CDI-Bwamanda se retrouve avec un personnel à payer, mais qui ne produit pas.
- b. Gestion des activités de l'exécutif par les Administrateurs qui sont en même temps membres effectifs: les membres effectifs du CDI-Bwamanda qui possèdent seuls le droit de décision choisissent parmi les siens des Administrateurs à qui ils donnent mandat de pouvoir administrer l'association et de leur rendre compte régulièrement, par ailleurs ces mêmes Administrateurs-membres effectifs passent pour l'exécutif et gèrent au quotidien le CDI-Bwamanda: Administrateur Chef de projet, Administrateur Directeur Régional, Administrateur Général, Administrateur Directeur Général... Il est impossible d'être très regardant sur ses propres actions, d'être sanctionné par soi-même et ses pairs.
- c. Le fonds de roulement complètement absorbé par le coût élevé de la structure; trop de postes de responsabilités: chef de projets, chef de projets adjoint, DG, DGA, autant des directeurs, de coordinateurs, coordinateurs adjoints, chefs de centres et chefs de centres adjoints, chefs de services et chefs de services adjoints.
- d. Arriérés récurrents de salaire du personnel.
- e. Dette envers les Institutions financières et étatiques.

5 PISTES DE SOLUTIONS

Pour sauver le CDI-Bwamanda, l'unique Institution de Développement qui malgré sa récession continue tant soi peu à accompagner la Population de la contrée pour son évolution à se maintenir, nous proposons ce qui suit:

- a. Ne pas seulement miser sur les projets recherchés, car tout projet a une durée déterminée, or le CDI-Bwamanda était créé pour une durée indéterminée, si non c'est la population qui souffrira. Le CDI-Bwamanda a commencé les projets agricoles depuis 1971, a accompagné les paysans dans la culture pérenne: café et palmier à huile, malheureusement le CDI-Bwamanda n'a à ce jour que 25 ha de palmeraie vieille de plus de 25 ans et n'a à ce jour que 2 ha de café mis à terre depuis le mois de mai 2018 sur les 600 ha de terre arable dont il dispose, alors que c'est le CDI-Bwamanda qui a vendu aux paysans la semence du café trachéorésistant en 2011. Le CDI-Bwamanda doit penser à étendre la culture pérenne: le café et le palmier à huile.
- b. Le CDI-Bwamanda doit avoir à Kinshasa une équipe efficace de représentation capable de bien négocier avec l'autorité politico-administrative nationale certains projets et chercher à entrer en contact avec des partenaires tant nationaux qu'internationaux pour le financement de ses projets de développement.
- c. Le CDI-Bwamanda doit reconnaître que, la communication des Ongs passe également par la publicité. En 1976 MSF se fait connaître par la première grande campagne nationale dont le slogan est: « dans leur salle d'attente, 2 milliards d'hommes ». aujourd'hui la plupart des associations consacrent 2 à 10% de leur budget à la publicité. Problème: peut-on vendre la misère humaine comme une simple lessive ? l'utilisation de certaines images, de mots chocs, particulièrement culpabilisateurs ou manipulateurs est-elle moralement justifiable ? pour y répondre, nous disons: les Ongs se retrouvent toujours tiraillés entre ce besoin d'obtenir des fonds et la volonté de ne pas transformer leur message en un simple slogan commercial. Débat que résume Philippe Lévêque, Directeur de développement de Médecins du Monde: « nous ne voulons pas nous abaisser à certaines pratiques pour engranger des fonds (gadgets, affiches racoleuses, shows humanitaires). Mais le fait est qu'elles permettent parfois de toucher des gens qui, sans cela n'auraient pas donné. c'est un équilibre fragile. » Ferre (1995)
- d. Nous proposons que le CDI-Bwamanda puisse diversifier les compétences de ses Administrateurs, car la mission première de tout Conseil d'Administration est de s'assurer de la pérennité de l'Entreprise (Association) tout en se souciant des impacts de leurs décisions sur les parties prenantes. Les parties prenantes ici sont: les employés, les fournisseurs, les créanciers et la communauté dans laquelle est implantée l'Association. Le Conseil d'Administration se situe au-dessus de l'équipe de direction dont le mandat est de s'occuper de la gestion courante de l'Association. Il semble que certains Administrateurs sont rémunérés au même titre que les salariés du CDI-Bwamanda. Ce sont eux qui doivent rédiger des projets et rechercher des financements à mettre à la disposition de la Direction Générale. Par rapport à leur mission les Administrateurs ont-ils rapports de à combien sont payés les cadres et agents employés au CDI-Bwamanda ? est-ce que la détermination de ce salaire respecte-t-elle la loi du pays (SMIG) ? Selon le site associathèque.fr au point des ressources

d'une Association, il stipule: « les ressources d'une Association proviennent des revenus générés par l'activité de l'Association, des cotisations des Administrateurs, des dons et legs ».

- e. Le CDI-Bwamanda doit recourir à l'autofinancement, pour y arriver le Conseil d'Administration doit revoir ses décisions et laisser mains libres à l'exécutif pour générer des recettes pour mieux payer ceux qui travaillent encore dans l'Association. Par exemple le CDI-Bwamanda dispose d'une flotte de 3 bateaux et barges, qui ne voyagent qu'une seule fois l'an et généralement en décembre pendant qu'il n'y a pas assez d'eau dans la rivière Lua pour récupérer quelques centaines de tonnes de maïs achetées difficilement dans la contrée de Bwamanda parce que les routes de dessertes agricoles sont détruites. Or certains particuliers à Kinshasa ne disposant ni des pousseurs moins encore des barges louent l'un et l'autre et s'aventurent sur les rivières et fleuve du Congo et se retrouvent. Que les Administrateurs demandent à l'exécutif de rentabiliser sa flotte, ses dépôts (à Kinshasa, Gemena, Bwamanda, Bokilio et Bobito) et ses véhicules; pour lui permettre de s'autofinancer et investir dans la culture pérenne.
- f. Le gouvernement tant national que provincial doit reconnaître le mérite du CDI-Bwamanda, dans tout l'aspect développemental de l'homme et lui accorder tout financement relatif à ses domaines d'intervention dans le Sud Ubangi et la région de Mateko et lolo au lieu d'importer des Ongds, qui n'ont pas pion sur rue.

Nous sommes arrivés à la fin de notre dissertation qui a porté sur « impact de la récession que vit le Centre de Développement Intégral Bwamanda sur ses domaines d'interventions sociales auprès de la population du Sud Ubangi »

Nous avons présenté les réalisations du CDI-Bwamanda dans différents domaines de développement de la population paysanne tels:

- Au domaine de l'agriculture, le CDI-Bwamanda outre l'encadrement de cette population dans la culture du café et du palmier a introduit la culture du soja; du maïs, d'arachide (GLV), l'élevage des poulets de chair;
- Au domaine de la santé le CDI-Bwamanda a construit des hôpitaux et centres de santé dans toute la partie Nord Equateur et a introduit le système de la mutuelle de santé, copié un peu partout au pays;
- Au domaine de l'entretien des routes, le CDI-Bwamanda a réhabilité plus de 800 kms de route nationale et de dessertes agricoles pour permettre la circulation des personnes et leurs biens, l'évacuation des produits agricoles des paysans vers les centres villes;
- Au domaine de l'hydraulique rurale, le CDI-Bwamanda a foré et capté plus de 450 puits et sources d'eaux potables.

Mais en observant ces réalisations aujourd'hui le constat est amer; plus de soja, plus de campagne du café, la mutuelle est en perte de vitesse d'affiliation, les routes sont en piteux états, la plupart de pompes d'eaux sont en panne ou n'existent carrément plus.

Nous avons présenté quelques pistes de solutions en demandant au CDI-Bwamanda de miser sur les cultures pérennes, rentabiliser ses actifs encore existants tels les bateaux, les dépôts et véhicules, et au gouvernement tant provincial et national d'associer le CDI-Bwamanda à tout projet visant le secteur développemental de la population de la contrée.

REFERENCES

- [1] Bahati, A. (2005). Impact de l'intervention des Ongs dans la conservation durable du parc national de Virunga. Mémoire de licence, Institut Supérieur de l'Informatique et de Gestion de Goma.
- [2] CDI-Bwamanda, (2012). Compte rendu de la rencontre entre Monseigneur Fridolin Amongo et les membres effectifs et cadres du CDI-Bwamanda organisée le 12/11/2012 à Bwamanda.
- [3] CDI-Bwamanda. (2000). Présentation du CDI-Bwamanda Asbl-Ongd. Réperé à <http://www.cdibwamanda.cd-accueil>.
- [4] Ferre, J.L. (1995). L'action humanitaire. Paris, Edition Milan, 63 p.
- [5] Lallement, M. (1994). Travail et emploi: le temps des métamorphoses. Paris, l'Harmattan.
- [6] Lekpa, E. (2016). Analyse de l'impact de la crise économique de CDI-Bwamanda sur les écoles appuyées de la sous division Gemena II, cas de l'école privée CDI-Bwamanda, Travail de Fin de Cycle, Institut Supérieur Pédagogique-Bwamanda.
- [7] Lemina, J. (2002). L'étude de l'adéquation entre la formation reçue et les emplois occupés par les cadres et agents de maîtrise de la COMCEL. Mémoire de licence, Université de Kinshasa.
- [8] Lendu, A. (2014). Incidence socio-économique de la baisse des activités de CDI-Bwamanda sur la population du Sud-Ubangi cas du secteur de Mbari de 2010-2014. Travail de Fin de Cycle, Institut Supérieur Pédagogique-Gemena.
- [9] Maluma, M (2012). Les Asbl et la problématique du développement socio-économique du territoire de FIZI. Mémoire de licence, Institut Supérieur de Développement Rural-UVIRA réperé à www.memoireonline.com.
- [10] Muluma, G. (2003). Le guide du chercheur en sciences sociales et humaines. Kinshasa, SOGEDES.
- [11] Ngub'usim, R. (2003). Psychologie Général. Cours, Université de Kinshasa, Faculté de Psychologie et Sciences de l'Education.
- [12] Quivy, R. et Campenhoudt, L. (1995). Manuel de recherche en sciences sociales. Paris, DUNOD, 2ème édition.